

Lâ??imprimeur ThÃ©odore LambertÃ© (1^{er}e Partie)

Description

De la SociÃ©tÃ© populaire de Melun Ã La Nouvelle-OrlÃ©ans, que sait-on de la vie de ThÃ©odore LambertÃ© lâ??imprimeur des babouvistes ?

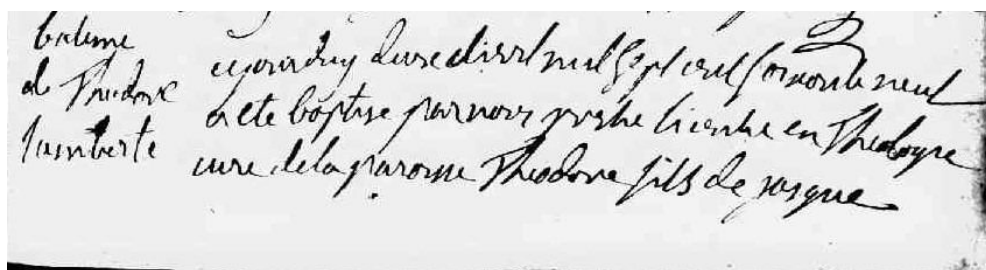
Dans un prÃ©cÃ©dent article [Un royaliste chez les bonapartistes](#) relatant le voyage du baron de Montlezun en AmÃ©rique et son passage Ã La Nouvelle-OrlÃ©ans durant lâ??hiver 1816/1817, je montrais quâ??Ã cette pÃ©riode cette ville louisianaise Ã©tait un refuge pour les bonapartistes en exil depuis lâ??arrivÃ©e de la Restauration. Avec certains ex-rÃ©volutionnaires comme le conventionnel rÃ©gicide Taillefer, ils avaient rejoint une premiÃ¨re vague de rÃ©publicains dÃ©jÃ installÃ©s en Louisiane comme J. B Thierry lâ??Ã©diteur du Courrier de la Louisiane, le comÃ©dien et journaliste Alexis Daudet ayant fui la vindicte napolÃ©onienne, et lâ??ex-enragÃ© Leclerc devenu Ã©diteur de lâ??Ami des Lois. RÃ©sidait aussi un temps Ã La Nouvelle-OrlÃ©ans ThÃ©odore LambertÃ© [1] connu comme ayant Ã©tÃ© lâ??imprimeur des babouvistes. Lui aussi avait trouvÃ© pendant quelques annÃ©es refuge Ã La Nouvelle-OrlÃ©ans. PrÃ©cisons que cet article nâ??a pas pour fonction dâ??expliquer la conjuration des Ã?gaux ni la pensÃ©e de Gracchus Babeuf, de forts Ã©minents historiens les ont dÃ©jÃ trÃ©s bien analysÃ©es.[2] Mais tout au long de ces lignes, il sera essayÃ© de suivre chronologiquement la trajectoire de ThÃ©odore. Ce fut Pierre Baudrier qui retrouva en premier sa trace, relayÃ©e dans un article des Ã©tudes babouvistes de FranÃ§ois Larue Langlois.[3] Avant cette dÃ©couverte, il Ã©tait admis que LambertÃ© Ã©tait dÃ©cÃ©dÃ© Ã Cayenne ou lors dâ??une tentative dâ??Ã©vasion.[4]

Sa Jeunesse

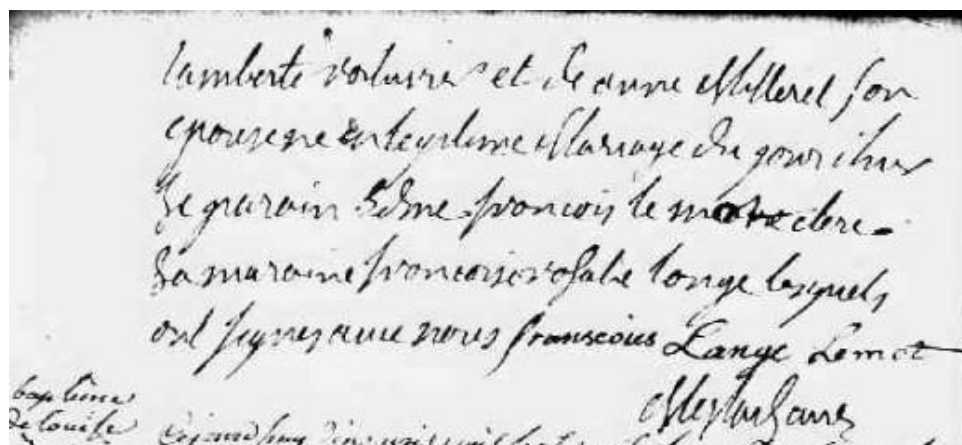


carte de Cassini

Théodore Lambert était n      Provins le 2 avril 1769[5] et baptisé paroisse Saint-Pierre. Sa mère Anne Millleret était issue d  une famille de vigneron implantés depuis des décennies    Provins. Son père prénommé Jacques, fils d  un manouvrier, était n   en 1721    Vanvill  .[6] Il avait habité un temps Ch  teaubleau et était, lors de son mariage, au service du seigneur de Mongeot de Saint-Euphrase, receveur des tailles,[7] puis domestique chez Mr de Clary (certainement George de Clary, ancien capitaine au régiment du Royal Comtois et chevalier de Saint-Louis). Jacques surnommé *la Forêt*,[8] sacristain des dames de la Congrégation de Provins,[9] devint au plus tard, en 1762, voiturier.



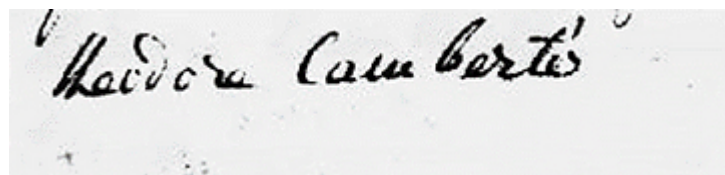
Handwritten text from a baptismal record. On the left, it says 'baptême de Théodore Lambert'. The main text reads: 'cejourdhy duns ch  r  l m  l septi  m  l son nom est m  l   te baptisé par nous prêtre licenti   en théologie curé de la paroisse Théodore fils de Jacques'.



Handwritten text from a baptismal record. It reads: 'Lambert Théodore et de Anne Millleret son épouse en l  glise    l'usage du jour ch  r    prêtre de la paroisse de Provins le mûr être. Sa maraine François   fale l'usage lequel ont signé avec nous François Lange   m   ' et   fale l'usage'.

Baptême de Théodore Lambert    Provins

Théodore eut au moins trois autres frères a  n  s : Jean-Baptiste n   en 1756[10], Jean-Baptiste Augustin Florimond en 1758[11] et Jérôme Théodore en 1762.[12] Comme son frère a  n   Jean-Baptiste, décédé en 1773    16 ans environ,[13] Théodore dut recevoir une certaine   ducation.



Handwritten signature: 'Théodore Lambert'.

Signature de Théodore Lambert    en 1784[14]

Il peut être supposé que Théodore Lambert    apprit son m  tier    Paris, car en 1790, un dénommé Lambert, cosigna un arrêté pris par les ouvriers de l  imprimerie de Panckoucke pour aider financièrement cinq des leurs volontaires pour défendre la Nation.[15]

   presque 22 ans, Théodore se maria une première fois le 7 mars 1791[16]    Melun avec Marie Jeanne Rosalie Lecaille fille d  un tailleur d  habits. Ayant certainement profité de la

libéralisation dâ??accâ??s Ã ce mÃ©tier instaurÃ©e par la RÃ©volution,[17] il exerÃ§a son activitÃ© dâ??imprimeur plusieurs annÃ©es Ã Melun, quartier Saint-Ãtienne [18]oÃ¹ le couple eut une fille, Anne Rosalie le 15 octobre 1792.[19]

Membre de la SociÃ©tÃ© populaire de Melun

Pour rÃ©sumer en cette pÃ©riode la situation de Melun devenue chef-lieu du dÃ©partement de Seine-et-Marne, deux groupes rÃ©volutionnaires sâ??y opposaient pour le contrÃ´le du pouvoir. Le ComitÃ© de surveillance et la SociÃ©tÃ© populaire furent un enjeu dans leur lutte. Lâ??une des factions, composÃ©e de bourgeois installÃ©s socialement et de tendance girondine, Ã©tait reprÃ©sentÃ©e par SÃ©bastien-AndrÃ© TarbÃ© avocat de profession et issu dâ??une famille dâ??imprimeurs. Il Ã©ditait les affiches officielles et le *Journal du dÃ©partement de Seine-et-Marne* et fut Ã©lu maire de la ville en dÃ©cembre 1792.

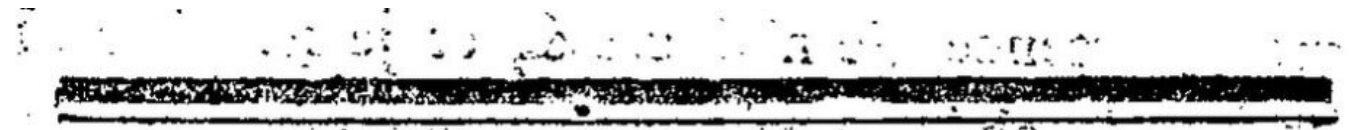
Lâ??autre plus plÃ©bÃ©ienne, composÃ©e de jacobins de province Ã©tait reprÃ©sentÃ©e par Germain MÃ©tier, *un curÃ© rouge*. [20] Suivant les demandes de Du Bouchet reprÃ©sentant du peuple dans le dÃ©partement, et selon ses convictions profondes, MÃ©tier sâ??attaquait Ã la haute bourgeoisie, aux *robinocraties* et lutta contre lâ??agiotage. Il fut Ã la fois juge au tribunal, prÃ©sident de lâ??administration du dÃ©partement et de la sociÃ©tÃ© Populaire de la ville de Melun. Sous son autoritÃ©, la *dictature montagnarde* sâ??exerÃ§ait, surtout aprÃ¨s les soulÃ¨vements fÃ©dÃ©ralistes de Lyon et de Toulon. TarbÃ©, dont on lui avait reprochÃ© entre autres dâ??avoir essayÃ© de sauver Bailly lâ??ex-maire de Paris rÃ©fugiÃ© Ã Melun chez son ami lâ??astronome Laplace, avait Ã©tÃ© destituÃ© le 25 octobre 1793,[21] puis interpellÃ©. Suite Ã son arrestation, les rÃ©volutionnaires aux opinions montagnardes prirent de lâ??importance dans les instances dirigeantes de Melun. Selon lâ??historien Campagnac[22] ayant Ã©tudiÃ© les procÃ¨s-verbaux du ComitÃ© de surveillance entre fin 1793 et mars 1794, quâ??il qualifiait de *« groupe de rÃ©volutionnaires intransigeants »*, ce comitÃ© Ã©tait proche en opinion de MÃ©tier, et il Ã©tait *« fort probable quâ??Ã ce moment-lÃ le comitÃ© a(it) des tendances hÃ©bertistes »* ;[23] tout comme certainement la sociÃ©tÃ© Populaire son affiliÃ©e et dont certains opposants reprochaient le culte de Marat et de Lepeltier.[24]

LambertÃ©, membre de ladite SociÃ©tÃ© populaire de Melun,[25] Ã©tait partie prenante dans ses Ã©vÃªnements. Le 3 octobre 1793, LambertÃ© publia une brochure de MÃ©tier dont voici le texte :

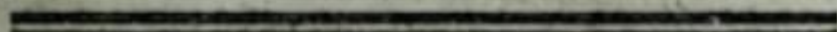
Ã« Au nom de la RÃ©publique FranÃ§oise et du salut public. Et en vertu des pouvoirs qui mÃ??ont Ã©tÃ© dÃ©lÃ©guÃ©s par le reprÃ©sentant du peuple dans le dÃ©partement de Seine-et-Marne, considÃ©rant que des projets liberticides et contre-rÃ©volutionnaires viennent dâ??Ãªtre exÃ©cutÃ©s par la lacÃ©ration de plusieurs inscriptions civiques appliquÃ©es aux maisons des bons citoyens, ce qui fait soupÃ§onner une coalition perfide dans la ville de Melun, au moment oÃ¹ les pouvoirs rÃ©volutionnaires agissent pour le salut de la RÃ©publique; que cette coalition est prÃ©sumÃ©e avec dâ??autant plus de raison quâ??il se rÃ©pand le bruit dâ??une prÃ©tendue arrestation du citoyen Du Bouchet; considÃ©rant que la surveillance la plus active doit animer et diriger les mesures que je prendrai en raison des pouvoirs, qui mÃ??ont Ã©tÃ© confiÃ©s; Jâ??arrÃªte, comme prÃ©caution indispensable dans les circonstances critiques, quâ??il sera Ã©tabli en cette ville de Melun, point central du dÃ©partement, et oÃ¹ se font sentir plus particuliÃ¨rement les effets des complots anti-rÃ©volutionnaires, un comitÃ© extraordinaire dont la durÃ©e nâ??aura lieu quâ??autant que je le jugerai convenable. Il sera composÃ© de deux membres de la sociÃ©tÃ© populaire, dâ??un administrateur du dÃ©partement, dâ??un autre du district de Melun, dâ??un membre du comitÃ© de surveillance de cette ville, dâ??un officier municipal, dâ??un autre de la garde nationale de la mÃªme ville, enfin dâ??un officier du dÃ©tachement de lâ??armÃ©e rÃ©volutionnaire actuellement Ã Melun. Je nomme en consÃ©quence les

citoyens Mangot et Châtelier, de la société populaire. Yvonnet, administrateur du département. Gelée, du district de Melun. Liger, du comité de surveillance, Gerlin, officier municipal. Latour, commandant de la garde nationale, et l'officier en chef du détachement de l'armée révolutionnaire, et, en son absence, les officiers qui le suivent. Je requiers ces citoyens de m'entourer et de m'aider de leurs conseils et de leur énergie révolutionnaire pour prendre et faire exécuter les mesures que nous jugerons convenable de prendre pour déjouer tous les complots des conspirateurs et découvrir les trames et faire respecter partout les pouvoirs qui; me sont délégués, la liberté et les signes qui l'annoncent. À Melun, le 9^e jour de la 1^{re} décade du 2^e mois de l'an 2 de la République française une et indivisible. Signé : M^{le} Châtelier. À [26]

Ses opinions politiques étaient clairement affichées dans les ouvrages sortis de ses presses : « Imprimé chez le républicain Lambert » pouvait-on lire et, semble-t-il, même sa signature était quelquefois précédée de ces quelques mots.[27] À ce moment-là, l'imprimerie de Lambert prit quelque peu de l'importance. Par exemple, un certain Henri Baptiste Grégoire[28] qui en 1792 avait imprimé un « Rapport sur la réunion de la Savoie à la France » chez « Tarbé Libraire-imprimeur du Département », fit imprimer le 23 novembre 1793, son « Instruction sur les semailles d'automne, adressée aux citoyens cultivateurs » chez « le républicain Lambert ».[29] Il semblerait même qu'après l'arrestation de Tarbé il devint pendant un temps imprimeur départemental. En effet, durant le mois de décembre 1793, c'est sous cette charge qu'il imprima le « Rapport de Maximilien Robespierre, à la Convention, fait au nom du Comité de salut public, le quintidi 15 frimaire, l'an second de la République une et indivisible : imprimé par ordre de la Convention nationale ». [30]



A MELUN, chez le Républicain LAMBERTÉ.



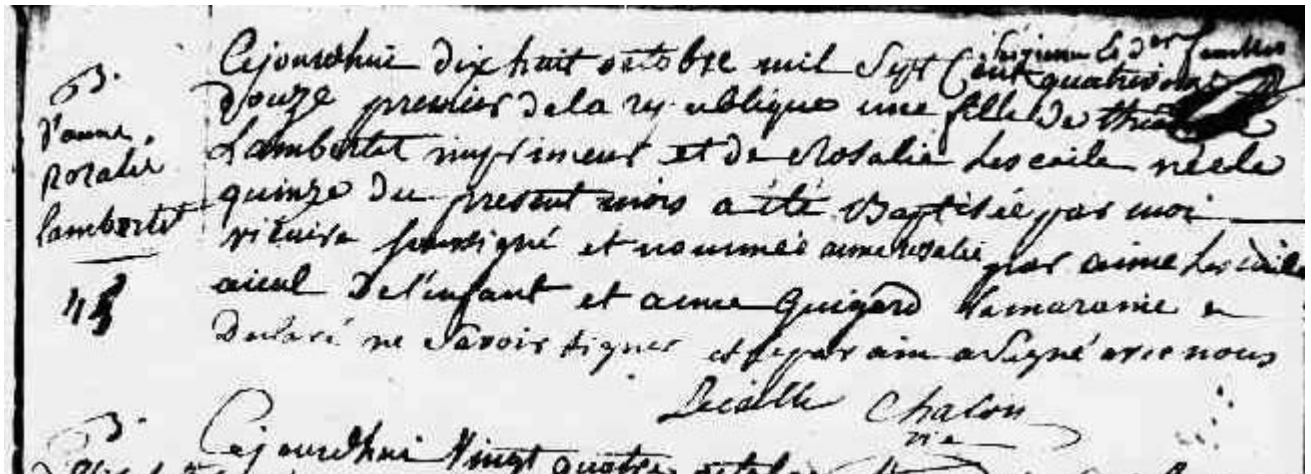
A MELUN, chez le républicain LAMBERTÉ, Imprimeur de
département.

Parmi ses autres impressions, on peut citer plusieurs décrets[31], dont le Décret de la Convention Nationale, du 4 Nivôse An 2, relatif à la Prise de TOULON.[32] Il fut aussi un des imprimeurs provinciaux à faire paraître les écrits de Saint-Just comme son Rapport sur les factions de l'étranger, et sur la conjuration ourdie par elles dans la République française, pour détruire le gouvernement républicain, par la corruption et affamer Paris. Et sa Déclaration (à?) sur les dangers de la Révolution intérieure. Des citoyens pratiquent l'accaparement des denrées et la spéculation. La conjuration s'en prend à la vertu et à l'innocence des citoyens, avec la complicité des Anglais, des Napolitains et des banquiers.

Mais après la promulgation du décret du 13 brumaire, M^{le} Châtelier ayant perdu sa délégation qu'il tenait de Du Bouchet et délégué par Maire l'autre représentant du peuple dans le département, l'administration de Melun fut réorganisée et les habitants hâbertistes limogés.[33] Ainsi les dénommés Jauvin, Jacquet, Loisel, Vandelle cordonnier et ex-président furent chassés de la Société populaire et inquiétés. Proche d'eux, Lambert fut-il exclu de la Société Populaire ? La question se pose en effet, car il imprima

toutefois une adresse de la Société populaire de Rozay-en Brie de juin 1794.[34]

Puis arriva la chute de Robespierre ; l'ex-maire Tarbault reprit du pouvoir, il y eut épuración des instances révolutionnaires de Melun et le Comité et la Société Populaire se mirent alors à être sous l'influence de la « réaction thermidorienne de droite ».[35] Lors de l'entrée des partisans de Tarbault dans la Société Populaire un réquisitoire fut adressé au Comité de sûreté nationale contre Lambert et ses amis.[36] Maître subissant une forte attaque durant cette période,[37] fut obligé de répondre point par point à ses détracteurs. Son mémoire fut lui aussi imprimé par Lambert.[38]



Acte de baptême d'Anne Rosalie Lambert en octobre 1792 à Meulun

Inquieté, par précaution, Lambert partit vivre alors dans sa ville natale de Provins beaucoup plus calme.[39] Sa fille Anne Rosalie y donna le 2 août 1794.[40] Le 4 septembre, lui et le cordonnier Vandelle se présentèrent à la barre du Comité de sûreté générale de la Convention nationale pour se défendre eux et leurs alliés face aux accusations portées.[41]

39

Les citoyens Vandelle et Lambert se présentent à la barre. Ils exposent que des aristocrates et des intrigants de la commune de Melun [département de Seine-et-Marne] se sont emparés de la société populaire; qu'ils en ont fait chasser ignominieusement les patriotes de 1789 dont ils redoutoient l'énergie; qu'il n'est sorte de persécutions qu'ils n'aient souffertes; qu'ils ont été dépouillés de leurs droits de républicains : mais comme ils ne viennent point surprendre la religion de la Convention nationale, ils demandent à être entendus au comité de Sûreté générale en présence de leurs persécuteurs, et à être réintégrés dans leurs droits.

La Convention nationale les admit à la séance, et les renvoie au comité de Sûreté générale pour leur être fait droit (67).

Ils indiquèrent ainsi que des aristocrates et des intrigants de Melun s'étaient emparés de la Société populaire et les avaient chassés[42] :

« Il est temps enfin de déchirer le voile de l'imposture, et d'imprimer sur le front de nos dénonciateurs le fer rouge de la calomnie. Nos persécuteurs n'ont pu produire des faits contre nous, ils en ont inventé; nous avons demandé à répondre, et ils ont passé bravement à l'ordre du jour. Mais s'ils ont pu nous ôter la parole, ils ne pourront, du moins, nous ravir la liberté de la presse qui est la tribune des opprimés. (â?!) « On nous a d'abord chassés de la Société populaire sous le prétexte mensonger d'un complot dont on tenoit tous les fils; nous avons demandé les preuves de cette vaste Conspiration, et de ce gros volume de pièces qu'on avoit annoncé avec tant d'étalage, et que le public attendit avec tant d'impatience, la plus petite n'a pas encore paru depuis six mois qu'on est à la piste de la prétendue Conspiration. (..)

On nous a dénoncé d'être des Robespierriens mais sous le règne de Robespierre, nous étions destitués de nos fonctions, jetés dans les prisons, et chassés de la Société Populaire; ce n'est que depuis le supplice de ce tyran que nous respirons notre aise et que nous osons demander justice; sont-ce là des preuves de complicité avec ce traître? »

Vous voyez votre barre une députation de patriotes persécutés de la commune de Melun. Les aristocrates de cette commune convaincus de l'impossibilité d'une contre-révolution veulent au moins, sous le masque du patriotisme, assouvir leur vengeance sur ceux qui, depuis cinq ans, n'ont cessé de les combattre et de les dévoiler. Des intrigans, des gens sortis des maisons d'arrêt, où leur incivisme les avoit conduits, se sont subitement transformés en patriotes, se sont emparés de l'esprit de la société populaire, après avoir égaré une partie des sanculottes, et en ont chassé ignominieusement les patriotes de 89 dont il redoutoit l'énergie qui avoit déchiré le voile qui les couvroit. Depuis cette époque fatale, chaque jour a vu de nouvelles persécutions plus atroces les unes et les autres : on nous a peints comme des conspirateurs, des voleurs de deniers publics, on a voulu faire passer notre patriotisme pour de l'hérésie, notre énergie pour de la férocité et notre ardeur révolutionnaire pour de l'exagération. Deux de ces patriotes, dont l'un est votre barre, ont languie pendant plus de deux mois dans les prisons pour une inculpation calomnieuse, et s'ils n'ont pas succombé dans cette procédure criminelle, c'est que leur innocence étoit aussi claire que la malice de leurs dénonciateurs

Forts de notre innocence, et sûrs de confondre nos calomniateurs, nous demandons à être entendus, en leur présence, au comité de sûreté générale, et nous prenons ici l'engagement de prouver que nous sommes des victimes de l'aristocratie/

Signés, Vandelle, Rozé, Lambert et Jacquet

À Melun, de l'imprimerie de LAMBERT. »

Une loi du 23 février 1795 (5 ventôse an III) assignait les terroristes à résidence dans les lieux où ils avaient exercé leurs fonctions pendant la Terreur, [43] ce que fut certainement obligé de faire Lambert qui retourna alors à Melun. Une autre loi du 10 avril de la même année imposa leur désarmement ; et dans la nuit du 11 au 12 avril 1795 (22 au 23 germinal an 3), Lequinio sur place et tentant de se refaire une virginité fit désarmer les terroristes déjà identifiés dans une liste nominative préalablement établie.[44] S'ils trouvaient entre autres Lambert, son prote Rozé[45] et Vandelle.[46]



ere-partie"

data-pin-

media="https://static.wixstatic.com/media/536cab_99582339740042d08f6238a139530f68~mv2.png"

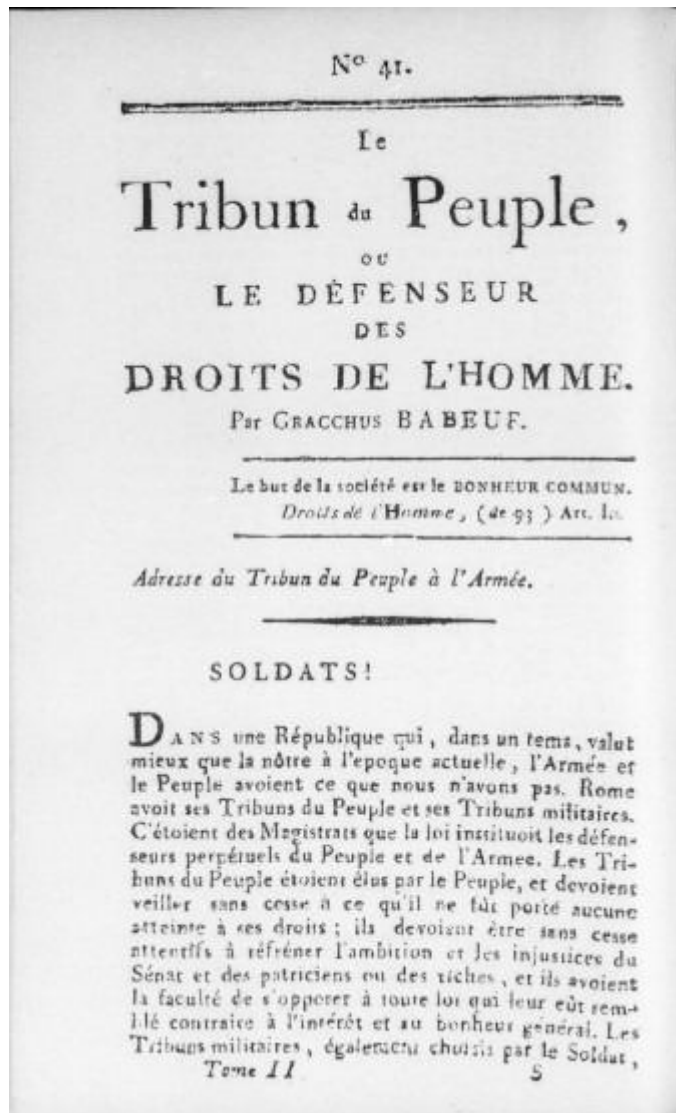
data-load-done="" /> Carte de Cassini

Comme beaucoup d'??ex-jacobins, de sans-culottes de province sortis de prison ou ayant ?t? pers?cut?s et livr?s ? la vindicte populaire devant ?viter tout ? la fois les thermidoriens et les royalistes, ce fut une p?riode difficile pour lui. Ne poss?dant plus son imprimerie pour subsister, Th?odore Lambert ? essaya de survivre, il se d?clara n?gociant, et le couple se r?fugia alors ? Chartrettes[47] o? son ?pouse donna naissance ? un fils Jean-Paul en ao?t 1795 qui malheureusement d?c?da quelques jours plus tard.[48]

Puis suite ? lâ??insurrection royaliste du [5 octobre 1795](#) (13 vend?miaire an IV) o? notamment les ?« patriotes de 89 » d?fendirent la Convention, une amnistie en date du 26 octobre 1795 (4 brumaire an IV) fut proclam?e profitant entre autres aux patriotes opprim?s.[49] N?anmoins, pour ceux de province, souvent la seule solution consistait d? aller r?sider ? Paris. Cette gauche h?t?rog?ne comprenait donc des ?« patriotes de 89 » vainqueurs du 13 vend?miaire, des jacobins, des h?bertistes? se c?toyant dans des caf?s et fondant des clubs d?mocratiques comme la Soci?t? du Panth?on. Les journaux ?taient flor?s dans cet ?« ?t? indien » [50] de la pens?e r?volutionnaire comme *Lâ??ami du peuple*, *le Journal des hommes libres*, *le Journal des patriotes de 89*, *La Sentinelle* et entre autres *Le Tribun du peuple* de Babeuf.

Ce dernier journal comptait cinq cents abonn?s et davantage de lecteurs gr?ce ? ces clubs et les caf?s citoyens. Ainsi, en ce temps de disette, Babeuf y d?clara que le Directoire ?tait ill?gitime, et la constitution de 1795 ill?gale, car ? la diff?rence de celle de 1793 elle privait le peuple de ses

droits au profit des classes aisées.



N°41 du Tribun du Peuple (Retronews)

Tout naturellement, à la vue de sa situation dans son département, et entre le jour de Pâques 1796 (27 mars) et le 1^{er} ou 4 avril 1796 (12 ou 15 germinal an 4), Lambert d'écida de s'installer à Paris. Alors âgé de 28 ans il ouvrit une imprimerie rue Saint-Martin (section des Gravilliers.) Il fit venir une première presse de Rozay en Brie vers le 30 mars,[51] puis deux autres lui parvinrent vers le 8 ou 9 avril provenant de l'imprimerie Bigot située rue des « trois Canettes »,[52] comme il indiqua lui-même :

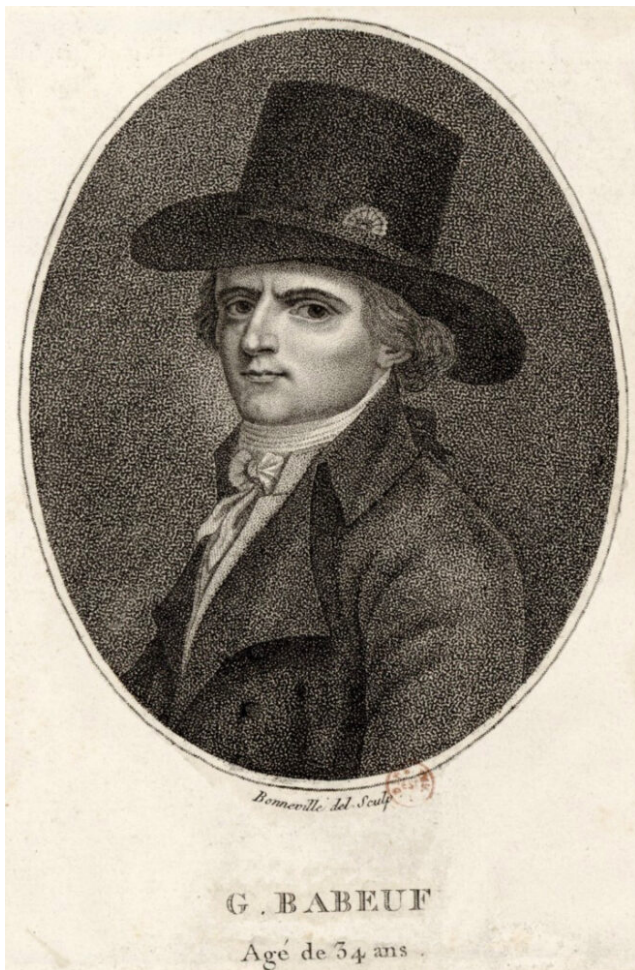
« (à?) je suis arrivé de Paris le jour de Pâques, ce qui se rapporte, je crois, au mois de germinal. Mon imprimerie est arrivée de Rosay[53] trois ou quatre jours après (à?) «J'ai monté d'abord une presse, puis j'ai racheté quelque temps après, deux autres presses » .

Dans la capitale, il fréquenta journalièrement le café Chrétien proche du Théâtre-italien, un des rendez-vous attitrés des « terroristes jacobins » [54] et des membres de la Conspiration des

À?gaux. Au procÃs des À?gaux, il fut mÃme relatÃ© que ChrÃ©tien et LambertÃ© Ã©taient amis.[55] C'est Ã© cette pÃ©riode certainement qu'approchÃ© par Babeuf, ce dernier devint un des imprimeurs de la conjuration, voire plusâ?!

La Conjuration des À?gaux

Pour rappel succinct, en cette pÃ©riode de disette et de fort creusement des inÃ©galitÃ©s sociales, cette conjuration consistait en une tentative initiÃ©e par Gracchus Babeuf de renverser le Directoire. Elle visait entre autres Ã© faire appliquer la Constitution de 1793 (ce qui Ã©tait passible de la peine de mort) et Ã© rendre Ã©gaux tous les citoyens en rÃ©formant la notion de propriÃ©tÃ©.[56] Le Manifeste, et les Ã©crits de Babeuf,[57] Buonorettiâ? furent des prÃ©curseurs de la pensÃ©e communiste.[58]



Un organigramme des instances dirigeantes avait Ã©tÃ© instaurÃ© avec la crÃ©ation dâ?un Â« *Directoire secret exÃ©cutif* Â» ; il est Ã© noter quâ?un certain LambertÃ© de Melun fut indiquÃ© comme futur membre de ce Directoire.[59] SurveillÃ© depuis quelque temps, une partie des ConjurÃ©s fut arrÃªtÃ©e le 10 mai 1796, arrestations qui furent suivies de plusieurs autres les jours suivants. Les ConjurÃ©s furent envoyÃ©s Ã© VendÃ©me pour un procÃs public voulu par le Directoire. Cette publicitÃ© donna Ã© Babeuf une figure de Â« *conscience dÃ©mocrate* Â». Malgré la nature Ã©videmment insurrectionnelle de cette conjuration, pour Ã©chapper Ã© la peine de mort, la dÃ©fense collective fut de la minimiser en association politique ou rÃ©unions de dÃ©mocrates.[60]

Dans le cadre de l'enquête contre la conspiration, Théodore Lambert fut dénoncé comme leur probable imprimeur par le commissaire du Pouvoir exécutif du canton de Rozay (rappelons que c est   Rozay, qu il avait acheté sa première presse). L administration municipale de Fontainebleau le déclara d arrestation le 21 mai 1796 (2 prairial) comme prévenu de conspiration et il le fut le 27 mai (8 prairial). Le 10 mai (13 fructidor), les scellés furent apposés sur son imprimerie, et malgré ses multiples demandes, lors du procès dix mois plus tard ils étaient toujours posés. Il s en plaignit, car, disait-il :

  j ai sept personnes   nourrir; je n ai pas un liard depuis un an que je suis dans les fers pour pouvoir   leur existence  . [61]

Il est certain qu il n  tait pas le seul imprimeur babouviste, en effet, après son arrestation des textes furent encore imprimés.[62]

Lambert  rejoignit donc la prison de l Abbaye   Vendôme[63] avec les autres conjurés, où il fut inculpé avec eux devant la Haute-Cour de Vendôme.[64] [65]

Il fit partie des signataires de la protestation déclarant cette Haute-Cour de justice   *incompétente pour procéder contre eux dans cette affaire*   . [66] Durant sa longue détention, il fut mis un temps (une décade) au secret, au pain et   l eau[67] (on lui interdit même des œufs)[68] suite   une tentative d  vasion. En effet, le 19 janvier 1797 (30 nivôse an V), selon un procès-verbal du concierge de la prison, une ouverture de   *deux pieds de large et de deux pieds de haut ayant six pieds de profondeur*   cachée derrière un grand placard fut découverte et   (* !*) *des décombres ont été trouvés sous les parquets des chambres de Navez, Germain et Lambert * (* !*)   [69].

Lors du procès, pour sa défense, Lambert  déclara ne pas appartenir   la conspiration et qu il n  tait pas le Lambert  noté sur la liste des représentants du peuple qu il y avait eu confusion avec un dénommé Lamberti, et qu il n habitait pas Melun, mais Chartrettes. Durant tout le procès, il réussit   minimiser son rôle dans la Conjur tion et même s il reconnaissait avoir imprim  certains placards de la Conjur tion tout en refusant de donner le nom de celui qui lui apportait les copies ; n avoua avoir imprim  que les n  40 et 41 du Tribun[70] et le sixième des sept numéros de l  clair ur du peuple, journal de la conspiration paru en 1796.[71] Il affirma n avoir rien imprim  après la loi du 27 germinal an IV[72], et donc pas les documents du 4 floréal. [73]

La Conjur tion n  tant pas riche, il y avait eu d  pres discussions sur le prix des impressions. Ainsi le 23 avril 1796 (4 floréal an 4), il adressa   un dénommé C. D membre de la conspiration, ce courrier :

S O L D A T, ARRÊTE ET LIS.

Un d'Ã©bat technique eut lieu pour savoir si ses presses Un d'Ã©bat technique eut lieu pour savoir si ses presses Ã©taient celles du placard *Soldat, arrÃªte, et lis* [75] le journal de Babeuf, qui contestait la lÃ©gitimitÃ© de la constitution de 1795 et *observations de Buonarrotti sur la guerre de VendÃ©e* [76]. Lambert Ã© arriva Ã dÃ©montrer que les caractÃ¨res d'Ã©impression de ce placard pouvaient ne pas Ãªtre ceux de son imprimerie. De plus son ex-employÃ© RozÃ©, confirma que les paquets d'Ã©impression de la constitution de 1793 trouvÃ©s lors de la persÃ©cution avaient Ã©tÃ© imprimÃ©s Ã l'Ã©poque oÃ¹ il travaillait pour Lambert Ã Melun, sous-entendant Ã un moment oÃ¹ cela Ã©tait permis sans Ãªtre passible de la peine de mort.

Lors de son rÃ©quisitoire, l'Ã©accusation d'Ã©claire ne pouvoir lui imputer Ã crime le fait matÃ©riel de l'Ã©impression de l'Ã©analyse de la doctrine de Babeuf, et Ã« d'Ã©autres Ã©crits du parti, cela en raison du droit sacrÃ© de la libertÃ© de la presse Ã» mais qu'Ã« n'imprimeur nous paraÃ©t criminel toutes les fois qu'Ã©il est instruit du but qu'Ã©on se propose dans la publication de l'Ã©ouvrage, et que ce but est d'Ã©fendu par la loi. Ce n'Ã©est point alors comme imprimeur qu'Ã©un tel homme est coupable, mais comme citoyen, comme le serait tout autre qui se serait volontairement rendu complice du fait d'Ã©clarÃ© crime de LoieÃ« [77].

Lambert Ã© se dÃ©fendit becs et ongles et sut fort bien exprimer l'Ã©atteinte aux libertÃ©s qu'Ã©Ã©tait ce procÃ©s par des apostrophes et des fustigations aux juges :

Ã« vous Ã©tres de violateurs de la loi; et vous venez continuellement l'Ã©invoquer contre nous (Ã©!) faites dresser l'Ã©chafaud qu'Ã©on nous condamne! Ã« ; Ã«Pourquoi ne nous faites pas assassiner sur-le-champ? Ã« [78]

et une longue plaidoirie :

Ã« Citoyens jurÃ©s, je suis traduit devant ce Tribunal extraordinaire, devant ce Tribunal terrible dont les jugements sont sans appel, non pas comme faisant partie d'Ã©une prÃ©tendue conspiration Ã laquelle aurait pris part un reprÃ©sentant du peuple, mais bien comme imprimeur de quelques Ã©crits qu'Ã©il ne m'Ã©tait pas donnÃ© de juger, que la seule malignitÃ© a pu regarder comme criminelle et de nature Ã appeler les regards de magistrats, la vengeance des lois, sur tout citoyen qui en faciliterait la propagation de quelques maniÃ¨res que ce soit.

Ce n'Ã©est donc pas moi que des hommes soupÃ©onneux, inquiets et perfides, poursuivent en ce moment : et s'Ã©ils m'Ã©attaquaient exclusivement, qu'Ã©aurais-je besoin de me dÃ©fendre? Il me suffirait de leur opposer ma conduite constamment irrÃ©prochable. Mais il n'Ã©est point ici question de moi : c'Ã©est le palladium de la libertÃ© publique que les ennemis de mon pays veulent dÃ©truire, c'Ã©est la digue Ã la marche rapide de la tyrannie qu'Ã©ils ont rÃ©solu de renverser; c'Ã©est la libertÃ© de la presse qu'Ã©ils

attaquent, c'est elle que je veux d'effendre. Elle fut toujours un obstacle formidable aux desseins liberticides des usurpateurs de l'autorité populaire; elle fut toujours la puissance des opprimés contre les usurpations des oppresseurs. Quelle soit l'antie, et les Français de 95 seront plus esclaves que les Français de 88. Elle nous rappelle les beaux jours de la révolution. Que resterait-il aux épouses vertueuses des braves, des héros gorgés par la commission du Temple, si elles ne pouvaient, en vertu de la liberté de la presse, appeler (non pas la vengeance des lois, elles sont partout muettes) la vindicte publique sur la tête des monstres qui point conduit les républicains l'horrible boucherie de Grenelle?

Plus les tyrans, plus les jugulateurs du peuple mettent de soins, d'activité, d'empressement, d'ardeur, à vouloir infirmer, annihiler la faculté de donner de la publicité à leurs actes injustes, révoltants et oppressifs, plus il est de l'intérêt des gouvernés, des simples citoyens, des magistrats même, de réclamer l'exercice de ce droit précieux d'accuser, au tribunal de l'opinion publique, les gouvernants qui se font un jeu cruel de la liberté et de la vie des citoyens

Il n'appartiendrait qu'à un vil gagiste, qu'à un esclave des rois, de révoquer en doute cette éternelle vérité.

Je ne puis donc être poursuivi pour avoir imprimé des écrits républicains que par une autorité qui a transigé avec les rois, ou qui tend au pouvoir absolu, il n'y a qu'elle ou ses affidés, ses bons valets qui put me traduire devant vous.

Cependant les accusateurs nationaux prétendent que ma traduction devant la Haute-Cour est autant plus égale, que j'ai imprimé des pièces qui ont de l'analogie avec la prétendue conspiration, des pièces qui enfreignent la loi du 27 germinal.

Je déclare, j'affirme, qu'il me serait facile de prouver que ces imprimés ne sont point relatifs à ce qu'il leur plaît d'appeler une conspiration. Mais je veux bien néglier ce moyen victorieux, ce moyen tellement clair, tellement évident, qu'il ne restera à cet égard aucun doute dans l'esprit de tout homme sans prévention.

Je passe donc à la loi du 27 germinal; et je dis que les écrits dont il est question, eussent-ils été rendus publics par la voie de l'impression postérieurement à cette loi du 27 germinal, loi de circonstance, loi tant invoquée par les hommes parés à subir le joug, je ne serais point encore coupable, parce que cette prétendue loi est contraire à la Constitution, et que tout ce qui est contre la Constitution, tout ce qui en blesse le texte et la lettre, est en soi arbitraire et tyrannique, et qu'il est du devoir de tout Français de résister à l'arbitraire, de combattre la tyrannie, et de suivre exactement et la moindre modification les lois constitutionnelles.

Je ne suis donc pas coupable pur avoir usé d'un droit assuré, garanti par la Constitution. Je dois au contraire être regardé comme un citoyen courageux, puisque je me suis servi d'une arme dangereuse aux tyrans, d'une arme qui m'a été funeste, quoique l'action fut citoyenne et intentions que mes fussent tristes pures.

Si je ne suis pas coupable, ce que j'ai suffisamment démontré, ce que prouve l'art. 553 du titre 14 de la Constitution de l'an 3; si j'ai usé d'un droit qui n'effraie, qui ne terrifie que les oppresseurs des nations, j'ai donc fait une action courageuse, une action digne d'être loges : cela me paraît incontestable, et demeurera, je crois, incontesté par tout homme libre.

C'est cependant, citoyens jurés, pour avoir exercé un droit que m'assurait la Constitution, c'est pour avoir servi la liberté, que je gâmis, depuis plus de dix mois dans les cachots, que mes parents, ceux de mon épouse, tous dans la caducité de l'âge, que mon épouse elle-même, que mes enfans meurent lentement dans les horreurs de la misère. Ce qui aggrave ma pénible, ma douloureuse position, c'est que les personnes qui me sont chères, les personnes qui vivaient du travail de mes mains, ne seraient pas réduites dans la plus horrible indigence par ma longue détention si par un raffinement de cruauté, bien fait pour caractériser les ennemis de la liberté de la presse, les homes atroces qui

craignent la publicité de leurs actes civiques; si, depuis mon arrestation, le gouvernement ne m'a pas refusé le paiement d'un mémoire d'imprimerie de soixante douze mille livres, et s'il n'avait eu la froide barbarie de mettre opposition

À l'acquiescement de ce qui m'était dû», afin de retenir pour parfait paiement de l'emprunt forcé, une forte somme en numéraire, quoique je lui eusse déjà donné une quantité considérable d'assignats. Il ne suffisait donc point que je fusse malheureux il fallait encore que mes proches demeuraient privés de tout secours. Quelle autre conduite tiendrait-il donc pour être abhorré, ce gouvernement qui fait fusiller les pères afin d'effrayer les fils, et que réduit les fils à périr de faim pour se faire aimer des pères?

Mon père n'était point autant ulcéré qu'on le désirait; la mort continuelle de parents ne suffisait à la vengeance du gouvernement : il fallait que j'aie prouvé un refus d'acquiescement dans une demande qui ne pouvait être refusée que par des hommes inhumains; il fallait par comble de malheur, que ces hommes insensibles et cruels fussent mes juges. Voici le fait.

Inquiet sur la malheureuse existence des auteurs de mes jours, je cherchai les moyens de leur procurer quelques allègements. J'en trouvai un, c'était la vente de mon imprimerie. Je demandai à la Haute Cour la levée des scellés : ELLE SE MONTRA DIGNE DE SES MÃTRES, elle fut inexorable.

Voilà, citoyens jurés, quelle est ma situation : je ne vous demande ni la liberté ni la mort, je ne sais laquelle serait pour moi un bienfait. »



BABEUF.

Le 26 mai 1797, plus d'un an après leurs arrestations, le jugement fut rendu ; Babeuf et Darthé furent condamnés à la peine de mort, six des accusés à la déportation et les autres dont Lambert furent acquittés.[79] Lambert put ainsi retrouver son épouse qui, malgré les difficultés financières, l'avait soutenu durant cette période difficile ; en voulant lui faire passer des livres durant le procès, elle suscita même un incident.[80]

A suivre dans [la Partie 2](#)

[1] Même si quelquefois on peut lire la graphie Lamberthé (notamment durant le Procès à Vendôme), la forme la plus fréquente du patronyme est Lamberté.

[2] Notons parmi les plus récents : Jean-Marc Schiappa, *Les Communistes sous le directoire*, Delga 2020 ; ainsi que la réédition de l'ouvrage de Claude Mazauric, *Gracchus Babeuf, le temps des Cerises*.

[3] Pierre Baudrier, [Lambert Thodore](#), notice version mise en ligne le 11 juillet 2016, dernière modification le 5 février 2020. /

François Larue Langlois, *Thodore Lambert en Louisiane (une piste à explorer)*, Études babouvistes, N° 4/5, 2007 à an CCXV, pp. 76-82

[4] Christine Peyrard, *la démocratie des journalistes de l'Ouest*, dans *Paris et la Révolution : actes du Colloque de Paris I, 14-16 avril 1989* publié par Michel Vovelle la Sorbonne 1989 Il y est indiqué : « (!) Les presses de Lambert dont Bescher en est une partie propriétaire servent à Imprimer le démocrate puis le défenseur des principes. Les dernières aventures éditoriales de l'imprimeur Babouviste, avant sa déportation et sa mort au bagne de Cayenne cinq ans plus tard (..) »

[5] Ad 77 EC Provins Paroisse Saint Pierre 5MI6272 (1765-1791) 1769 Registres paroissiaux, état civil et tables décennales : Provins (Seine-et-Marne ; 77) Apr 1750 et avant 1770. Image : fr_ad077_5mi6272_057.jpg

[6] Jacques était né à Vanvillle le 7 septembre 1721, fils de Jacques et de Marie Neuville. Son père, manouvrier, maria une première fois avec Marie Leger en novembre 1706 (décédée le 9 mars 1721), il se maria le 20 juillet 1720 avec Marie Neuville. Il décéda le 6 octobre 1723 à 50 ans environ.

[7] Ad 77 E C Provins Paroisse Saint-Pierre 5MI6273 (1737-1764). Le 5 mai 1755 mariage de Jacques Lambert fils de défunt Jacques manouvrier et de Marie Neuville avec Anne Milleret fille de défunt Joachim vigneron et d'Anna Millet: fr_ad077_5mi6273_229.jpg

[8] Ad 77 à Hypothèques, registres des formalités : Conservation des hypothèques de Provins et Tables alphabétiques du répertoire des formalités hypothécaires [s.d. avt. 1800]

[9] Ad 77 EC Provins Paroisse St Pierre 5MI6272 (1765-1791) Acte de baptême de Michel Bourguignon le 16 mai 1785. /

Inventaire-sommaire des Archives départementales antérieures à 1790 de Seine-et-Marne- Volume 4-monastère de la congrégation Notre-Dame de Provins 1721-1758 personnel H884

[10] Ad 77 E C Provins Paroisse Saint-Pierre 5MI6273 (1737-1764) Image : fr_ad077_5mi6273_244.jpg Baptême le 22 juin.1757. Son parrain était Jean Baptiste de Mongeot seigneur de Saint Euphrase et sa marraine Louise épouse de Jacques Christophe de Mongeot d'Aguilcourt, lieutenant de cavalerie à la suite de la compagnie des chevaux-légers de la garde du roi.

[11] Ad 77 E C Provins Paroisse Saint-Pierre 5MI6273 (1737-1764) Baptême le 10 février 1758, son père est noté domestique de Mr de Clary Image: fr_ad077_5mi6273_265.jpg

[12] Ad 77 E C Provins Paroisse Saint-Pierre 5MI6273 (1737-1764. Baptême le 16 avril 1762 5MI6273 (1737-1764)

[13] Ad 77 E C Provins Paroisse Saint-Pierre 5MI6272 (1765-1791) Inhumation le 17 juin 1773 Image : fr_ad077_5mi6272_114.jpg

- [14] Ad 77 EC Provins Paroisse Saint-Pierre, 5 MI 6272. Parrain au baptême de sa cousine Marie Anne Milleret vue 267
- [15] The Newberry Library, Newberry French Pamphlet Collection ; « [Arrêt pris par les ouvriers de l'imprimerie de M. Panckoucke de 1790 imprimé par ordre de l'assemblée nationale](https://archive.org/details/arrt1790unse_0/page/2/mode/2up?q=%22lambert%C3%A9%22) » nationale »
https://archive.org/details/arrt1790unse_0/page/2/mode/2up?q=%22lambert%C3%A9%22
- [16] Ad 77 EC Melun Paroisse Saint-Étienne Documents 6E306/17 (1771-1791) 1791 frad077_6^e 0306_017_205.jpg
- [17] G Leroy, *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie à Melun*, dans *Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne*, 1875, Gallica
- [18] G Leroy, *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie à Melun*, dans *Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne*, 1875, Gallica
- [19] Ad 77 EC Melun Paroisse Saint Ambroise 5MI5995 (1792)
- [20] Ex-curé constitutionnel de la paroisse St Liesne qui se maria, commissaire d'arrondissement pour le district de Melun, juge au tribunal, président de l'administration départementale.
- Edmond Campagnac, *Un curé rouge Maître d'arrondissement du représentant du peuple*, *Annales Révolutionnaires* 6, no. 4 (1913): 476-505.. <http://www.jstor.org/stable/41920671>.
- [21] Edmond Campagnac, *Le Comité de surveillance de Melun*, *Annales Révolutionnaires*, vol. 1, no. 3, 1908, pp. 467-482. JSTOR, www.jstor.org/stable/41919084.
- [22] Edmond Campagnac, *Le Comité de surveillance de Melun*, *Annales Révolutionnaires*, vol. 1, no. 3, 1908, pp. 467-482. JSTOR, www.jstor.org/stable/41919084.
- [23] Edmond Campagnac, *Le Comité de surveillance de Melun*. Suite. *Annales Révolutionnaires*, vol. 2, no. 1, 1909, pp. 38-54. JSTOR, www.jstor.org/stable/41919130
- [24] Edmond Campagnac, *Le Comité de surveillance de Melun* *Annales Révolutionnaires*, vol. 1, no. 3, 1908, pp. 467-482. JSTOR, www.jstor.org/stable/41919084.
- [25] G Leroy, *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie à Melun*, dans *Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne*, 1875. Lambert y aurait été président un temps
- [26] Albert Catel, *Les Curés rouges en Seine-et-Marne Maître*, *Annales de la Société Historique et Archéologique du Gatinais Tome XLI* 1933 d'après Lhuillier, *Révolution française*, n° du 14 juin 1898,
- [27] G Leroy, *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie à Melun*, dans *Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne*, 1875

[28] L'auteur est un abbé agronome du XVIII^e siècle.

[29] Catalogue des nouvelles acquisitions de la bibliothèque des Ad 77 en 2016 Respectivement cote 8AZ1154 et 8AZ1153 https://archives.seine-et-marne.fr/sites/archives.seine-et-marne.fr/files/media/downloads/nouvelles-acquisitions_catalogue_2016.pdf

[30] « *Rapport de Maximilien Robespierre, à la Convention, fait au nom du Comité de salut public, le quinzidi 15 frimaire, l'an second de la République une et indivisible : imprimé par ordre de la Convention nationale* ». / « A Melun : Chez le républicain Lambert, imprimeur du département. » Internet Archives

[31] Consultation sur Worlcat

A Melun: chez le républicain Lambert : D'cret de la Convention nationale, des 4^e. et 5^e. jours de Floral, an second de la République française, une et indivisible, relatifs au divorce. »

A Melun: de l'imprimerie du républicain Lambert : D'cret de la Convention nationale, du 7^e. jour de frimaire, an second de la République française, une et indivisible, qui fait concorder avec la nouvelle républicaine, l'époque de l'envoi des registres destinés à constater l'état civil des citoyens. Trinity college Library Dublin

« A Melun: chez le républicain Lambert : D'cret de la Convention nationale, du 8 Nivôse, an 2 de la République française, une et indivisible, qui attribue aux Tribunaux de famille la connaissance des contestations relatives aux droits des Époux divorcés. » Trinity college Library Dublin

[32] *D'cret de la Convention Nationale, du 4 Nivôse An 2, relatif à la Prise de TOULON ; L'Armée de la République, dirigée contre Toulon, a bien mérité de la Patrie ! Prise de cette Ville ; Chansons patriotique pour la fête de la Fraternité, composée par la Société populaire de Melun affiliées le 30 nivôse deuxième année de la République française, une et indivisible ; Rebelle, à ! Le Nom infâme de TOULON est supprimé : cette Commune portera désormais le nom de PORT LA MONTAGNE à ! »* Fait au Directoire du Département de Seine-et-Marne, le 5 Nivôse An 2 (25 déc. 1793), & envoyée aux districts de Meaux, Melun, Nemours, Provins & Rozay Impr. À Melun, chez le Républicain Lambert « <https://www.gazette-drouot.com/lots/2770677>

[33] Edmond Campagnac, *Un curé rouge Maître d'œuvre du représentant du peuple*, *Annales Révolutionnaires* 6, no. 4 (1913): 476-505.. <http://www.jstor.org/stable/41920671>.

Annie Geffroy, *Curés rouges (1901) : faux désignant, vrai concept ?* » In: Mots, n° 19, juin 1989. Batailles de mots autour de 1900, sous la direction de Gabrielle Drigeard et Maurice Tournier. pp. 102-106.

[34] Peter Turkstra Library : *Melun : Impr. de Lambert, La Société populaire de Rozoy-l'Unité à ! aux sociétés sœurs et à tous les citoyens. (6 messidor an II.).*

[35] Edmond Campagnac, *Le Comité de surveillance de Melun*, (Suite et Fin): Deuxième partie *Annales Révolutionnaires*, vol. 2, no. 4, 1909, pp. 541-566. JSTOR,

[36] François Courcelle, *La réaction thermidorienne dans le district de Melun : II L'attaque du comité thermidorien sur le comité central (Pluviôse-Ventôse an III)*. Annales Historiques De La Révolution Française, vol. 7, no. 39, 1930, pp. 252-261. JSTOR, www.jstor.org/stable/41923953. : « Mâtier, Liger, Jauvin et Jacquet sont exclus de la Société populaire. Après thermidor, les ennemis de Mâtier rentrent à la Société populaire de Melun qui adresse, le 3^e Jour des sans-culottides de l'an II, un véritable réquisitoire au Comité de Sûreté générale ».

[37] Notamment de la part de l'épouse d'un d'nommé Lesueur arrêté pour agiotage ; elle adressa deux pamphlets contre Mâtier à la Convention

[38] « Réponse du citoyen Mâtier, président du département de Seine-et-Marne, aux mille et une calomnies des aristocrates, des intrigants et des voleurs faux patriotes » Gallica

[39] Conférence de Maxime Hermant aux Ad 77 « la Société populaire de Provins (1791-1795) » <https://archives.seine-et-marne.fr/fr/la-societe-populaire-de-provins-1791-1795>

[40] Née le 15 octobre 1792, baptisée le 18 à Melun (Ad 77 paroisse saint-Ambroise 1792/5MI599) et décédée à 22 mois à Provins le 2 août 1794 rue de la Poties. 5MI6006 (1794)

[41] Présentation à la barre de deux citoyens de la commune de Melun (Seine-et-Marne) qui demandent d'être entendu par le comité de Sûreté générale en présence de leurs persécuteurs, lors de la séance du 18 fructidor an II (4 septembre 1794). In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XCVI - Du 10 fructidor au 22 fructidor an II (27 août au 8 septembre 1794) Paris : CNRS Éditions, 1990. p. 240. www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1990_num_96_1_15410_t1_0240_0000_6

[42] Présentation à la barre de deux citoyens de la commune de Melun (Seine-et-Marne) qui demandent d'être entendu par le comité de Sûreté générale en présence de leurs persécuteurs, lors de la séance du 18 fructidor an II (4 septembre 1794) ». In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XCVI - Du 10 fructidor au 22 fructidor an II (27 août au 8 septembre 1794) Paris : CNRS Éditions, 1990. p. 240. www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1990_num_96_1_15410_t1_0240_0000_6

[43] Bronislaw Baczko, *Briser la guillotine. Une amnistie thermidorienne, Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies*, Vol. 8, n°2 | 2004, 5-31.

[44] François Courcelle, *La réaction thermidorienne dans le district de Melun : III le désarmement des terroristes (Germinal an III)*. Annales Historiques De La Révolution Française, vol. 7, no. 40, 1930, pp. 329-350. JSTOR, www.jstor.org/stable/41923974: « les terroristes désarmés sont presque tous les amis et les collaborateurs de Mâtier. Parmi les principaux, l'imprimeur Lambert et son prote Rozé, Charpentier et Poucy, Albaret nommés aux fonctions publiques par Mâtier, Duportail, d'Alégue de Dubouchet à Provins, Vandelle, cordonnier, ex président de la Société populaire (à!) »

[45] Un des quatre cosignataires avec Lambert et Vandelle du mémoire de défense

[46] François Courcelle, *La réaction thermidorienne dans le district de Melun : III le désarmement des terroristes (Germinal an III)*, Annales Historiques de La Révolution Française, vol. 7, no. 40, 1930, pp. 329-350. JSTOR, www.jstor.org/stable/41923974.

[47] Gérard, *Sur l'acte d'accusation dressé par le jury d'accusation du département de la Seine, contre Gracchus Baboeuf, et les 59 prévenus de la conspiration du 22 floréal*. Chez R. Vatar (Paris) 1796, il est noté : «Thodore Lambert, natif de Provins, département de Seine-et-marne, âgé de 28 ans, imprimeur, demeurant à Charterele, canton de Chateleay ; et actuellement à Paris enclos Martin, division des Gravilliers, où il vient d'établir son imprimerie »

[48] N° le 17 août 1795 et d'écarter le 21 du même mois à Chartrettes, le père était négociant Document 5MI776 (1790-1796)

[49] *Débats du procès instruit par la haute cour de justice, contre Drouet, Baboeuf et autres. recueillis par des sténographes* Volume 3 Paris 1797 Google book

[50] Laura Mason, *Après la conjuration : le Directoire, la presse, et l'affaire des Égaux*, Annales Historiques De La Révolution Française, no. 354 (2008): 77-103. <http://www.jstor.org/stable/41890592>.

[51] *Débats du procès instruit par la haute cour de justice, contre Drouet, Baboeuf et autres. recueillis par des sténographes* Volume 3 Paris 1797 Google book

[52] Comme il l'indiquera lors du procès des Égaux ; il les avait achetées. Ses témoins à charge expliquèrent que deux de ses trois presses provenaient de l'imprimerie Bigot leur employeur actuel (et précédemment de l'imprimerie Loin où elles étaient entreposées d'abord dans un grenier à l'hôtel des Ursins), puis elles furent déposées dans la maison de Bigot rue des trois Canettes, et enfin vendues d'abord à Lambert dix ou onze jours après l'arrestation.

[53] Rozay-en-Brie

[54] Au procès des babouvistes, à la question du président voulant savoir si ce n'était pas lui-même qui apportait au café-Chrétien les journaux qu'il imprimait, sa réponse fut « j'allais tous les jours au café Chrétien pour boire ma bouteille de bière et fumer ma pipe. Jamais je n'ai distribué, ni vu distribuer » selon *Débats du procès instruit par la haute cour de justice, contre Drouet, Baboeuf et autres. recueillis par des sténographes* Volume 3 Paris 1797 Google book

[55] Victor Advielle, *Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme : d'après de nombreux documents inédits*, T. 1 1884 [Vergne, Crespin et Lambert, ce dernier pour lui et son ami Chrétien, prononcent chacun une courte défense](#)

[56] Laura Mason, *Après la conjuration : le Directoire, la presse, et l'affaire des Égaux*, Annales historiques de la Révolution française [Online], 354 | octobre-décembre 2008, <http://journals.openedition.org/ahrf/10894> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10894>

[57] Claude Mazauric, *Babeuf et le babouvisme*, Siècles [Online], 49 | 2020, Online since 27 August 2020, URL : <http://journals.openedition.org/siecles/7187>

[58] Sylvain MarÃ©chal , [Le Manifeste des Egaux](https://www.libertarian-labyrinth.org/), <https://www.libertarian-labyrinth.org/>

[59]GÃ©rard, *Acte d'accusation dressÃ© par le jury d'accusation du dÃ©partement de la Seine, contre Gracchus Baboeuf, et les 59 prÃ©venus de la conspiration du 22 florÃ©al chez R. Vatar (Paris): 1796 Gallica*

[60] Jean-Marc Schiappa, *Les Communistes sous le directoire*, Delga, 2020

[61] *DÃ©bats du procÃ¨s instruit par la haute cour de justice, contre Drouet, Baboeuf et autres. recueillis par des stÃ©nographes Volume 1 Paris 1797 Gallica*

[62] Jean-Marc Schiappa, *Les Communistes sous le directoire*, Delga, 2020

[63]J.B.C. Morard, *Journal des sÃ©ances du Tribunal de la haute Cour de Justice Ã©tablie Ã VendÃ©me*, lâ??impr. de Morard-Colas (VendÃ©me) Date d'Ã©dition : 1795-1796 Gallica

[64] GÃ©rard, *Acte d'accusation dressÃ© par le jury d'accusation du dÃ©partement de la Seine, contre Gracchus Baboeuf, et les 59 prÃ©venus de la conspiration du 22 florÃ©al chez R. Vatar (Paris), 1796, Gallica*

[65]R Bouis, *Manifestations du tempÃ©ragement de Babeuf pendant sa dÃ©tention Ã VendÃ©me*. In: *Annales historiques de la RÃ©volution franÃ§aise*, nÂ°187, 1967. pp. 116-120

[66]Ã« *ProcÃ¨s-verbal de la formation du tableau du haut-jury : du 29 brumaire de lâ??an V / [Ã la] Haute-Cour de justice de lâ??Impr. de la Haute-Cour] (VendÃ©me) 1796 Gallica*

[67]R Bouis, *Journal de la Haute-Cour de justice, ou, lâ??Ã©cho des hommes libres, vrais et sensibles*.

A propos du fac-similÃ© d'une lettre interceptÃ©e de G. Babeuf Ã sa femme (4 pluviÃ©se an V, 23 janvier 1797). In: *Annales historiques de la RÃ©volution franÃ§aise*, nÂ°171, 1963. La RÃ©volution franÃ§aise et les historiens japonais. pp. 84-89.www.persee.fr/doc/ahrf_0003-4436_1963_num_171_1_3737_t1_0084_0000_5

[68]R Bouis, *Manifestations du tempÃ©ragement de Babeuf pendant sa dÃ©tention Ã VendÃ©me*. In: *Annales historiques de la RÃ©volution franÃ§aise*, nÂ°187, 1967. pp. 116-120. â?? PremiÃ¨re sÃ©rie (1787-1799) Tome XCVI â?? Du 10 fructidor au 22 fructidor an II (27 aoÃ»t au 8 septembre 1794) Paris : CNRS Ã©ditions, 1990. p. 240.Ã« *LambertÃ© dÃ©tenu au secret avait mis 5 Ã©ufs frais dans un pot Ã eau qu'il donna au guichetier, on lui rapporta le vase mais les Ã©ufs sÃ©taient Ã©vaporÃ©s* Ã»www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1990_num_96_1_15410_t1_0240_0000_6

[69]CitÃ© dans V Daline, Samuel Bernstein, Albert Soboul, G. Grisel, R. Bouis, G. Babeuf, and HÃ©sine, *AUTOUR DE BABEUF.*, *Annales Historiques De La RÃ©volution FranÃ§aise* 35, no. 171 (1963): 70-96. Accessed January 14, 2021. <http://www.jstor.org/stable/41914799>. An BB31 9 et 20 extrait du procÃ¨s-verbal de Daude transmis au ministre de la Justice. LambertÃ© et Navez furent incarcÃ©rÃ©s Ã« *le premier une dÃ©cade, le second pour cinq jours avec le pain et lâ??au pour toute nourriture. Ã»*

[70] Des exemplaires du *Tribun du peuple* ou le *défenseur des droits de l'homme* sont disponibles sur <https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=mdp.39015026757321&view=1up&seq=203>

[71].B.C. Morard, *Journal des séances du Tribunal de la haute Cour de Justice établie à Vendôme*, l'impr. de Morard-Colas (Vendôme) Date d'édition : 1795-1796 Gallica

[72] « ARTICLE PREMIER/Sont coupables de crimes contre la sûreté intérieure de la République et contre la sûreté individuelle des citoyens, et seront punis de la peine de mort; conformément à l'article 612 du code des délits et des peines, tous ceux qui par leurs discours ou par leurs écrits imprimés, soit distribués, soit affichés, provoquent la dissolution de la représentation nationale ou celle du directoire exécutif, ou le meurtre de tous ou aucun des membres qui les composent, ou le rétablissement de la royauté ou celui de la constitution de 1793, ou celui de la constitution de 1791, ou de tout gouvernement autre que celui établi par la constitution de l'an 3, acceptée par le Peuple français, ou l'invasion des propriétés publiques, ou le pillage ou le partage des propriétés particulières, sous le nom de loi agraire ou de toute autre manière./La peine de mort mentionnée au présent article sera commuée en celle de la déportation, si le jury déclare qu'il y a dans le délit des circonstances atténuantes. »

[73]Victor Advielle, *Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme*, d'après de nombreux documents inédits, Paris, 1884

[74] Louis Nicolas Rozé (Rosay) 41 ans au procès, directeur de l'imprimerie d Bigot, habitant 10 rue des Trois Canettes

[75][*Soldat, arrêté et lis*](#), Éditeur : s.n.b Gallica « Copie de la procédure commune à Babeuf et co-accusés prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de la République » Vendôme

[76] Réimpression de l'ancien Moniteur du 2 floréal an V Google book

[77]Nicolas Bailly, *Discours des accusateurs-nationaux présentés la Haute-Cour de justice, prononcé par le citoyen Bailly, l'un d'eux, à la suite du débat, dans l'affaire du représentant du peuple Drouet, de Babeuf et autres, accusés de conspiration contre la sûreté intérieure de la République* impr. de la Haute-Cour (Vendôme) ,1796, Gallica

[78] Édouard Fleury , *Baboeuf et le socialisme en 1796* , Ulan Press 4 juin 2011

[79] Jalbert, Jean-Baptiste greffier, *Jugement rendu par la Haute-Cour de justice, séance à Vendôme, département de Loir et Cher, qui, sur la déclaration du Haut-Jury, condamne Gracchus Babeuf et Augustin-Alexandre Darthé à la peine de mort*! Publié par la Haute-Cour de justice Vendôme 1797 Gallica

[80] Durant la séance du 25 germinal Lamberté expliqua : « j'ai mon épouse ici qui n'a pas de quoi payer sa chambre » (à?) Pendant le temps de la délibération, la citoyenne Lamberté voulut faire passer des livres à son mari: ils furent inspectés par les officiers municipaux. Aussitôt, il s'éleva de grands cris. Les accusés s'écrièrent : Voilà comme nous sommes vexés. On ouvre jusqu'aux lettres que nous écrivons ou que nous recevons de nos défenseurs » selon *Débats du procès instruit par la haute cour de justice, contre Drouet, Baboeuf et autres*. recueillis par des sténographes Volume 1 Paris 1797 Gallica

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k412833>

Categorie

1. Empire
2. Louisiane
3. Révolution fran saise
4. XIXe Siècle

Tags

1. Babouvistes
2. conjuration des Egaux
3. Etats-Unis
4. Gracchus Babeuf
5. Guyane
6. Lambert 
7. Louisiane
8. Révolution
9. Société populaire
10. Théodore Lambert 

date cr  e

20/01/2021

Auteur

christelle-augris